

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

Le fil rouge

Édité par des militants anticapitalistes de l'aéronautique toulousaine

3 avril 2024

Quand le gouvernement crie haro sur les chômeurs

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir le droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain.

On a bien déjà imposé aux bénéficiaires du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient.

Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les famineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

Pour nous écrire : lefilrouge31@gmail.com

Ça commence mal

La direction commence les NAO en proposant 3,2 % d'augmentation tout compris, dans un contexte de forte inflation et de livraisons records. C'est indécent.

Dans le même temps, les syndicats « qui signent tout » disent qu'ils vont « se mobiliser », sans même avoir de revendication chiffrée. Cherchez l'erreur.

La fable d'ESOP

Comme dans tout piège l'appât est alléchant : les salariés d'Airbus se voient proposer l'achat d'actions à prix modique. Sauf que, pour que l'action monte, la direction impose des augmentations de salaire en dessous de l'inflation, réduit l'intéressement, augmente le temps de travail et détériore les conditions de travail.

Pile, les actionnaires gagnent, face les salariés perdent.

Airbus D&S : presque en vente pour un euro symbolique ?

Pour justifier les 750 suppressions de poste et la faible prime d'intéressement, tous les chefs expliquent que la situation est catastrophique. Pourtant, les bénéfices sont de 229 millions d'euros... et les dividendes des gros actionnaires suivent.

À Airbus Defence & Space comme dans les autres divisions du groupe, la direction fait le choix d'arroser les actionnaires et de punir les travailleurs.

Profits patronaux énormes, baisse de la prime d'intéressement... Augmentons les salaires !

Cette année les patrons et les gros actionnaires d'Airbus se gavent avec la 3^{ème} année la plus profitable de l'histoire . En même temps la prime d'intéressement baisse d'autour de 1000 euros.

Une honte, mais aussi un truc qui montre que les patrons peuvent faire ce qu'ils veulent des primes et qu'il faudrait qu'on augmente largement nos salaires, ceux des sous traitants, des intérimaires des stagiaires comme des CDI Airbus.

Salaires, même combat chez Airbus et sous-traitants!

Au sein du secteur aéronautique, la désynchronisation des périodes de NAO est un frein patronal visant à prévenir l'unité entre les travailleurs des donneurs d'ordres et des sous traitants sur la question des augmentations des salaires.

Comme si l'inflation nous frappait différemment selon qu'on bosse à Airbus ou ailleurs !

Un accident qui fait enfin bouger les choses

Sur la FAL de l'A350, après la chute d'un ouvrier sur un bâti défectueux, la direction s'est enfin penchée sur le problème pour trouver une solution temporaire. Ça ne faisait que des années que les travailleurs des postes remontaient le problème au SQCDP...

Pour la direction, tant qu'il n'y a pas d'accident avec arrêt de travail, c'est « circulez et tenez la rampe quand vous marchez dans les escaliers ».

Grand oral, grand blabla

Sur la FAL 350, comme sur toutes les FALs, il y a de nombreuses démissions d'anciens et de départs

d'intérimaires. Un des chefs de la FAL a voulu mouiller le maillot et a fait le tour de tous les postes, powerpoint à l'appui et grand discours sur la valeur du travail. Mais quand on a parlé salaire, évolution de carrière et condition de travail, pouf, plus personne.

Au moins, on a pu se reposer !

+ D'AT - de prime d'intéressement, la triple peine

Sur l'année 2023 le nombre d'accidents du travail avec arrêt a augmenté à Airbus France. C'est un des éléments amenant la prime d'intéressement à baisser et c'est dégueulasse. Avec les cadences qui montent, les heures sups, les pressions des chefs ou leurs problèmes d'organisation, nos conditions de travail baissent, on fatigue, on est mis en danger et on a des accidents. Et en plus on perd de l'argent.

Tout ça pour que nos grands chefs se gavent...

On n'est pas des poteaux !

Sur les FALs, quand une machine bugue ou qu'on n'a rien à faire (par exemple durant les moulages) les chefs font souvent des pieds et des mains pour qu'on ne s'assoie pas. Résultat, on reste debout et on fatigue, pour rien... Enfin si : ce qu'ils veulent c'est qu'on apprenne à être bien soumis à leur règles, il veulent mettre nos corps aux ordres...

On veut du temps

À la suite de n'importe quelle erreur, les chefs nous font signer un flash-post. Pour eux, nous sommes prévenus, informés... et donc formés.

À la suite de n'importe quelle blessure, les chefs nous font faire de la RMC. Pour eux, nous voilà échauffés et donc protégés contre les blessures.

Ils ne cherchent qu'à se dédouaner de leurs responsabilités. Or pour être formé il faut du temps et des moyens. Et pour ne pas s'abîmer le corps, il faut du temps pour le reposer !

Ce n'est pas l'envie qui manque mais ...

- Avec les évolutions de carrière où après 10 ans de postes 40 & 50, on ne peut toujours pas en sortir.

- Avec les salaires, qui ne sont pas à la hauteur de ce qu'on nous demande de faire et qui ne suivent même pas l'inflation.

- Avec les primes qui baissent pour les salariés, mais les dividendes qui augmentent pour les actionnaires.

- Avec les produits dangereux, les cadences qui nous poussent à bout et le manque de matériel.

- Avec les 18 mois d'intérim où il faut toujours dire oui à tout sous peine de se faire renvoyer.

Ce n'est pas étonnant que certains se barrent pour tenter leur chance ailleurs, mais c'est aussi le moment de relever la tête et de se battre pour que ça change !

Boeing en chute libre

Suite aux derniers incidents survenus lors de vols, Boeing traverse une crise. Son PDG a annoncé qu'il quitterait le navire fin 2024. Beaucoup pointent du doigt un problème « culturel » propre à cet avionneur.

En réalité, c'est surtout la culture du pognon qui pousse à faire toujours plus d'économies sur la sécurité..., culture du pognon que l'on retrouve chez nous aussi !